

précédent dans l'histoire des nations civilisées, en face d'un peuple puissant qui foule aux pieds les traités les plus solennels, les Canadiens luttent pour un principe dont dépend la civilisation.

D'après l'honorable député de Laprairie: "Nous ne sommes qu'une colonie autonome et nous n'avons pas à combattre comme les autres nations pour la conservation de notre souveraineté".

A titre de jeune nation, jouant un rôle dans l'empire, nous défendons la cause de la liberté et de la culture française.

Les Canadiens français combattent l'ennemi qui détruit les temples, fusilles les vieillards, tue des prêtres désarmés, souille ou mutilé de pauvres innocents.

C'est le militarisme allemand qui a déchaîné cette guerre dont l'horreur épouvante l'humanité. Nous devons abattre ce fléau.

Comme l'a dit l'archevêque de Montréal: "C'est notre devoir à tous de donner à l'Angleterre notre loyal et généreux appui."

Notre peuple n'y manquera pas. La voix de la religion le sollicite autant que l'amour de la patrie. A l'appel du drapeau, les Canadiens français ont répondu avec patriotisme et avec la conviction d'accomplir un grand devoir: conserver nos libertés acquises au prix des plus grands sacrifices.

Ici, permettez-moi de citer les paroles prononcées par le président de la chambre de commerce de Montréal:

Saluons ceux des nôtres qui sont allés offrir leur vie sur les champs de bataille; mais n'oublions pas que ceux qui restent au pays sont chargés d'en maintenir la vie économique, surtout de stimuler la production, afin de satisfaire plus complètement aux besoins de la guerre et de récupérer plus rapidement les pertes et les sacrifices qu'elle nous aura coûtés.

Dans le monde entier, cette guerre européenne a créé une crise monétaire presque sans précédent. Heureusement pour le Canada, comme l'a dit un homme de la finance, la saine méthode financière des directeurs de nos banques et l'habile intervention de l'honorable ministre des Finances, ont sauvé nos meilleurs intérêts.

Nos institutions financières, grâce à une direction prudente, habile et éclairée, ont pu éviter des désastres économiques. S'il est juste de reconnaître la sagesse des hommes de commerce, nous devons aussi accorder la part légitime que peut revendiquer le Gouvernement dans sa prudente administration.

J'ai été vivement impressionné par la campagne admirable du: "Fabriqué au Canada". Durant l'année fiscale 1912-1913, nos importations se sont élevées à 675 millions.

Dans une seule année nous avons donc envoyé 675 millions à des producteurs étrangers. Cette statistique nous donne une idée de l'importance de notre marché domestique et interprovincial. Soyons vigilants afin de bénéficier davantage de ce marché. C'est le sang qui circule constamment d'un membre à l'autre du pays, cherchant son passage dans toutes les parties du corps et lui donnant la vitalité et la croissance.

Les commandes de fournitures militaires ont largement contribué à maintenir notre situation industrielle. Cependant beaucoup de nos manufacturiers ont été sérieusement affectés par les événements actuels.

Aussi répondons au noble cri: "Patriotisme et production" en achetant des marchandises fabriquées au Canada par des artisans canadiens.

Economiste averti, M. Errol Bouchette a été parmi nous un apôtre de l'idée industrielle. Il voulait inscrire sur nos drapeaux et graver dans nos cœurs ces mots inspirés par le patriotisme: "Emparons-nous de l'industrie". Grâce au développement de cette idée et à l'application de la Politique nationale, les fabriques ont surgi en grand nombre, l'industrie a été stimulée, les ressources naturelles ont été exploitées et la classe ouvrière a trouvé des emplois nombreux et réguliers avec des salaires rémunérateurs.

Grâce à la protection nationale, la fabrication des moissonneuses, des lieuses et des faucheuses a atteint une perfection extraordinaire. Aussi le Gouvernement a-t-il pu opérer, durant la dernière session, une réduction des impôts douaniers de 5 pour 100 sur les lieuses, les moissonneuses et les faucheuses. Grâce à la protection nationale, les exportations de nos produits agricoles ont augmenté de 50 millions durant la dernière année fiscale.

Malgré les impôts douaniers, nous importons 31 millions de livres de viande.

Qu'arriverait-il si les droits étaient supprimés?

L'admission en franchise des denrées alimentaires porterait atteinte à 6,285 fabriques qui donnent de l'emploi à 52,000 ouvriers.

Nos adversaires procèdent avec habileté dans leurs efforts pour jeter à terre l'arbre de la protection nationale.

Planté dans le sol canadien par sir John Macdonald, l'arbre de la protection de notre agriculture et de nos industries résistera aux tempêtes et aux coups du parti libéral.

L'honorable député de Laprairie-Napierville s'est montré sévère à l'égard de l'administration du ministère des Travaux publics.